

Questions orales

Je ferai une enquête plus approfondie, et je puis vous assurer que je ne vois aucune raison pour laquelle nos avions de chasse devraient survoler à aussi basse altitude des régions urbaines.

ON DEMANDE DE REPORTER LES VOLS D'ENTRAÎNEMENT DE PILOTES D'AVIONS À RÉACTION

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): Madame le Président, je suis au courant des exercices d'atterrissage de Boeings à l'aéroport de Trenton, et le problème n'est pas là. Le problème dont je parle provient d'avions d'entraînement à réaction très rapides, qui survolent à vitesse très basse certaines régions, notamment des endroits de villégiature. Le ministre donnerait-il l'assurance à la Chambre, sinon aujourd'hui, du moins au début de la semaine prochaine, que cela ne se reproduira plus, au moins pour le reste de l'été?

L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale): Madame le Président, je crois que le député a raison. Je vais faire enquête là-dessus. Chose certaine, je ne crois pas que ces exercices devraient être effectués pendant les mois d'été au dessus des régions urbanisées.

* * *

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

LA SITUATION DES AGRICULTEURS AYANT CONTRACTÉ DES PRÊTS À TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉ

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture qui sait peut-être que de nombreux cultivateurs canadiens doivent payer à la Société du crédit agricole des taux d'intérêt de 16.75 p. 100 pendant que le taux courant est de 12.75 p. 100. Je pense que c'est le 26 avril dernier que le ministre avait affirmé à la Chambre qu'il lui faudrait un mois pour trouver une solution à ce problème. Le ministre a-t-il trouvé la solution, et si oui, quelle est-elle? Sinon, quand pourra-t-il en proposer une?

M. Shields: Il n'en a pas.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député sait pertinemment que la Société du crédit agricole prête sur hypothèque à long terme à 12.75 p. 100. Le taux comparable de toute autre institution prêteuse privée est de 15.75 p. 100—et par long terme on entend trois ans. Bien sûr que le député a le droit d'affirmer que 16 p. 100 est un taux exorbitant pour une hypothèque de dix ans. Je lui ai dit que nous étions en train de négocier. Mais je ne me souviens pas d'avoir promis de présenter la solution au bout d'un mois.

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Si ma mémoire est bonne, madame le Président, j'ai dit que des pourparlers avaient lieu et ces pourparlers se continuent.

L'ÉVOLUTION DU PROGRAMME D'OBLIGATION AGRICOLE

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, chaque fois que le ministre répond à une question, il confirme sa réputation du «rusé» de la politique canadienne. Il se souvient sans doute que l'opposition officielle est depuis longtemps favorable au concept de l'obligation agricole et que le ministre n'a pas convaincu son collègue des Finances de l'inclure dans son dernier budget. Le ministre de l'Agriculture peut-il nous dire ce qu'il en est maintenant de cette obligation agricole afin d'assurer aux cultivateurs canadiens des prêts à long terme à des taux raisonnables?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Je suis sûr que le député ne voudra pas enlever au député d'Elgin le mérite d'avoir soulevé cette question cette semaine. Et je lui avais répondu à ce moment-là, madame le Président.

LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

L'hon. John Wise (Elgin): Madame le Président, on nous a promis, c'est évident, à deux ou trois reprises, une réduction des taux d'intérêt pour ces cas spéciaux. Je voudrais donc poser au ministre une question supplémentaire très pertinente au sujet de la Société du crédit agricole.

Le ministre pourrait-il nous dire si les rumeurs selon lesquelles cette société n'a plus d'argent à l'heure actuelle sont fondées?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, il est vrai que tout l'argent dont nous disposions a maintenant été prêté.

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. John Wise (Elgin): Madame le Président, il est vraiment agréable de constater que, pour une fois, le ministre de l'Agriculture sait faire preuve de franchise. Je me dois, c'est évident, de poser une question supplémentaire. Dans les circonstances, quelles mesures le ministre entend-il prendre pour remédier à la situation?

• (1500)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, la Société du crédit agricole a dû faire face à une énorme demande du fait que les intérêts privés, les établissements de prêts privés, ont demandé aux agriculteurs de mettre de l'ordre dans leur situation financière, car ils ne pouvaient leur prêter de l'argent à long terme. Depuis le 1^{er} avril, nous avons prêté 452 millions de dollars aux agriculteurs, ce qui représente beaucoup d'argent. Lorsque nous approuvons d'autres prêts, c'est sous réserve d'obtenir l'argent nécessaire. Nous espérons pouvoir obtenir sur les marchés financiers privés les sommes nécessaires. Nous approuvons encore des prêts aux personnes qui en ont réellement besoin, dans l'espoir que nous serons, en fin de compte, capables d'obtenir cet argent.